



C'est quand je suis venue en Suisse que je suis devenue une activiste des droits humains

Je suis avocate, d'origine irlandaise, et lorsque l'Equal Pay Day a été lancé, j'étais employée: je dirigeais l'antenne suisse d'une université américaine.

Depuis que je suis en Suisse, j'ai toujours l'impression de ne pas être payée à ma juste valeur, parce que je suis une femme, parce que je suis une étrangère et parce que j'ai étudié le droit dans un autre pays. Mon inscription au barreau a été très compliquée et imposée par le Tribunal cantonal, mais contre le gré du barreau local: les avocats sont très protectionnistes. Cette situation a bousculé toute ma carrière professionnelle.

Je suis une spécialiste des droits humains: j'y ai consacré mes recherches universitaires, je l'enseigne et j'ai dirigé plusieurs mémoires sur le

sujet. Grâce au travail de mes étudiant.e.s, je connais bien la question de l'égalité dans différents pays.

J'ai choisi d'étudier le droit, parce que j'avais envie d'aider les autres. Je ne supporte pas l'injustice et, au cœur des injustices, il y a l'injustice faite aux femmes. Si on résout cela, il y aura beaucoup de progrès sur le plan des droits humains en général. C'est quand je suis arrivée en Suisse que je suis devenue une activiste des droits humains, parce qu'on voit mieux certaines choses avec un regard extérieur.

J'ai participé au premier Equal Pay Day et je l'ai ensuite organisé: dans la rue, les gens nous accueillent positivement, ils étaient curieux et intéressés. J'y ai aussi associé mes étudiant.e.s et je sais que quelques-un.e.s ont rapporté le concept dans leur pays. Je suis fière et contente de faire partie d'un groupe de femmes si déterminées.

En tant que BPW, je siège dans la Commission consultative de l'égalité

du canton de Vaud. Lors de mon premier mandat, j'étais la seule femme étrangère et désormais, nous sommes quatre. Je me souviens particulièrement d'une séance houleuse où la responsable du Centre patronal vaudois disait que les moyennes et les petites entreprises n'avaient pas les moyens de payer les femmes et les hommes de manière égale. Nous avons eu droit à un débat animé et argumenté: la Conseillère d'État et la Directrice du Bureau de l'égalité ont insisté avec véhémence sur le respect du cadre légal. J'ai été frappée par le fait que les gens qui représentent le monde des affaires méconnaissent à ce point la situation des femmes professionnelles. Cette journée nationale d'action a beaucoup fait pour construire une conscience dans l'opinion publique sur le problème des écarts de salaire. J'ai remarqué aussi que cette campagne publique donnait plus de force aux efforts du Bureau de l'égalité. Les gens s'en souviennent désormais, car

l'Equal Pay Day revient chaque année. Et puis, les sacs jouent un grand rôle: ils sont très visibles, ils sont d'ailleurs réutilisés régulièrement et les médias rapportent nos activités.

À Lausanne, cette campagne a fédéré des pionnières et des associations de femmes. L'Association de défense des droits de la femme et le Centre de liaison des associations féminines vaudoises CLAFV ont créé «politiciennes.ch» pour faire élire des représentantes vaudoises à Berne. Cette association réunit 120 personnes, majoritairement dans la trentaine, depuis 2016. Je crois vraiment à cette manière de changer les choses.

Mary Mayenfisch, Présidente BPW Lausanne (2010-2014), Présidente du Centre de liaison des associations féminines vaudoises CLAFV (2015 à ce jour).